

COURRIER ARRIVÉ LE

- 6 MARS 2017

DDT 31 - SEEF - BCP

Département de la Haute-Garonne

ENVIE2E MIDI-PYRENEES – commune de Portet-sur-Garonne

**Demande en autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de
l'environnement (ICPE)**

**Projet d'augmentation de capacité de traitement de déchets d'équipements électriques et
électroniques**

ENQUETE PUBLIQUE
Du 28 novembre au 28 décembre 2016

CONCLUSIONS MOTIVEES MODIFIEES

CONCLUSIONS MOTIVEES MODIFIEES

1 RESUME DE L'ENQUETE PUBLIQUE

1.1 Objet de l'enquête

La présente enquête porte sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la société ENVIE2E Midi-Pyrénées, dans le cadre d'une extension de ses activités, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Portet-sur-Garonne, ZI du Bois Vert.

1.2 Déroulement de l'enquête

Monsieur le Préfet de Haute-Garonne a ordonné l'ouverture de la présente enquête publique par arrêté en date du 07 novembre 2016.

Le dossier d'enquête a été envoyé au Commissaire enquêteur le mardi 11 octobre 2016 par courrier de la Direction Départementale des Territoires le 11 octobre 2016, par les soins de Madame Françoise QUINIOU-REICHARD du service eau, environnement et forêt, unité procédures environnementales.

Le Commissaire enquêteur a été reçu le vendredi 18 novembre 2016 dans l'après-midi, par monsieur Franck Zeitoun, directeur de la société ENVIE2E Midi-Pyrénées, sur son site de Portet-sur-Garonne, objet de l'enquête.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 28 novembre 2016 au mercredi 28 décembre 2016, soit pendant 31 jours. Durant cette période, le dossier d'enquête a été tenu à la disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture dans les mairies de Portet sur Garonne, Cugnaux, Pinsaguel, Lacroix-Falgarde, Roques, Roquettes, Toulouse et Villeneuve-Tolosane.

Le Commissaire enquêteur a assuré 4 permanences à la mairie de Portet sur Garonne, pendant lesquelles il s'est tenu à la disposition du public. Un registre d'enquête, préalablement paraphé par le Commissaire enquêteur, permettaient à chacun de consigner ses observations.

Le public n'a émis aucune observation au titre de cette enquête publique.

Le 28 novembre, à l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur a clos et signé le registre d'enquête.

1.3 Analyse du dossier d'enquête

Le Commissaire enquêteur a analysé le dossier d'enquête.

Le résumé non technique présente de manière claire et détaillée l'entreprise, sa localisation, son organisation et son activité.

Les études d'impact et de dangers sont exhaustives et retracent précisément les différents enjeux et risques ainsi que les mesures compensatoires proposées.

Les autres documents fournis n'appellent aucun commentaire particulier.

1.4 Analyse des impacts environnementaux

Le site se situe à 2 kms du centre-ville de Portet-sur-Garonne et est intégré au sein d'une zone industrielle regroupant diverses entreprises et en bordure immédiate de l'autoroute A64. Ce site, très artificialisé ne présente à mon sens aucun intérêt en matière de faune et de flore. Les eaux pluviales sont gérées correctement, séparant les eaux de voiries de celles des toitures, le traitement des eaux de voiries intégrant un séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux usées générées par le site sont assimilables de par leur nature à des rejets domestiques et sont à ce titre traitées par les installations de la STEP du Bois Vert.

Les conséquences de l'augmentation du trafic routier consécutif à l'accroissement de l'activité d'Envie2E sont très négligeables tant en terme de bruit que de rejet de gaz d'échappement eut égard au trafic déjà très important de l'autoroute et de la zone industrielle.

Les rejets atmosphériques générés par les process font l'objet d'un filtrage au charbon actif, traitement traditionnel de ce genre d'activité et suffisant à limiter les impacts sur l'environnement. Les émissions vibratoires et lumineuses potentiellement générées par le site ne présentent aucun impact susceptible d'affecter l'environnement immédiat du site.

Les activités respectent par ailleurs les seuils réglementaires en matière de bruit. Le contexte géographique ne me paraît pas nécessiter de mesures compensatoires particulières en la matière.

La gestion des déchets générés par l'activité est organisée autour de la mise en œuvre d'un tri sélectif permettant l'acheminement vers les filières de traitement appropriées. Le personnel a par ailleurs fait l'objet d'une information et d'une sensibilisation, condition essentielle à la qualité du tri de ces déchets. Les moyens mis en œuvre sont adaptés à chaque type de déchets (zones de stockage imperméabilisées, zone de rétention pour les liquides, emplacements clairement identifiés, ...).

Il apparaît donc, à la lecture des risques potentiels pour l'environnement inhérents à ce genre d'activité, que les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage sont suffisantes et justement proportionnées aux enjeux.

1.5 Analyse des observations du public

Le Commissaire enquêteur a reçu 0 visite durant ses permanences en mairie.

1.6 Avis des communes concernées

Les communes de Portet-sur-Garonne, Roques, Roquettes et Villeneuve-Tolosane ont délibéré favorablement au projet d'ICPE.

Les communes de Toulouse, Lacroix-Falgarde, Cugnaux et Pinsaguel n'ont pas délibéré.

2 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Je soussigné Patrick TARDIEU, Commissaire enquêteur, nommé par décision n° E16000185/31 du Président du Tribunal Administratif de Toulouse,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de Haute-Garonne en date du 07 novembre 2016 portant ouverture de l'enquête publique,

Vu le dossier d'enquête concernant la demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la société ENVIE2E Midi-Pyrénées à Portet-sur-Garonne, ZI du Bois Vert,

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 29 septembre 2016,

Vu les avis favorables de 4 des 8 communes visées par l'enquête publique,

Ayant visité les lieux d'enquête,

Ayant analysé le dossier,

Ayant constaté que l'avis d'enquête a bien été publié dans la presse et affiché à la fois en mairies, sur site internet et sur panneaux d'information,

Ayant assuré 4 permanences soit 12 heures en mairie,

Ayant reçu 0 visite de la part d'administrés qui de ce fait n'ont ni consigné, ni annexé sur le registre d'enquête, ni émis oralement aucune observation,

Ayant constaté le sérieux du dossier proposé et son respect des réglementations en vigueur ainsi que sa bonne prise en compte des enjeux environnementaux,

Ayant pu également constater, malgré une bonne information, une participation inexistante du public à l'enquête publique traduisant à la fois une méconnaissance par les habitants des enjeux des installations classées pour la protection de l'environnement mais également la bonne intégration de l'entreprise ENVIE2E Midi-Pyrénées dans son environnement,

Emet un avis FAVORABLE à la demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la société ENVIE2E Midi-Pyrénées à Portet-sur-Garonne, ZI du Bois Vert.

Une observation toutefois : l'entreprise se trouvant au sein du périmètre du zonage (annexe 20) défini dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société LINDE arrêté le 4 juin 2015 par monsieur le Préfet de Haute-Garonne (annexe 21), une attention

particulière devra être portée par le maître d'ouvrage pour la diffusion de l'information de ses salariés concernant les consignes d'alerte et la participation de la société ENVIE 2E aux exercices de mise en œuvre de ce PPRT.

Le 08 mars 2017 à Villefranche de Lauragais,

Le Commissaire enquêteur

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Patrick TARDIEU

